

Franco est mort il y a quarante ans

Angel Viñas Martín

La mort de Franco n'a pas seulement changé le visage de l'Espagne, elle a aussi modifié son récit historique contemporain : République, guerre civile et franquisme. Cependant, le passé continue de polariser le pays ; ainsi s'affrontent une historiographie relativement favorable à Franco et une autre bien plus critique vis-à-vis de l'homme et de son régime. Si les légendes franquistes ont, pour l'essentiel, été déconstruites, l'enseignement reste largement en défaut d'ouvrir les étudiants à l'esprit critique. Comment dès lors s'étonner de la persistance de certaines d'entre elles ?

Franco est mort le 20 novembre 1975. Il a marqué au fer rouge l'histoire de l'Espagne pendant près de quarante ans. Quatre décennies plus tard, son ombre se projette toujours insidieusement sur la vie espagnole.

Un pays polarisé

Naturellement, le système politique, institutionnel, culturel et répressif mis en place durant la dictature franquiste a été rapidement démantelé. Un parti social-démocrate (le PSOE) a gouverné la moitié des trente-neuf ans écoulés. Un État hypercentralisé, a cédé la place à un autre, quasi fédéral. En 1977, l'Espagne est devenue membre du Conseil de l'Europe, en 1982, de l'Otan et en 1986 de ce qui est aujourd'hui l'Union européenne. Ces organisations l'avaient toujours maintenue à distance sous le franquisme. Si l'on exclut une certaine tendance à la régression, en particulier de 2011 à 2015, sous le règne

du gouvernement conservateur du Parti populaire (PP), la protection des libertés démocratiques a été comparable à celle en vigueur dans les autres États membres de l'Union.

En somme, l'Espagne a cessé d'être une anomalie en Europe. D'une certaine manière pourtant, et à la différence du reste des pays occidentaux, nous, les Espagnols, ne nous sommes pas réconciliés avec notre passé. Les partis de droite et de gauche campent sur des positions adverses. Pour les premiers, l'expérience démocratique et de modernisation de la Seconde République, instaurée en 1931, fut un désastre qui justifia la guerre civile. Le franquisme aurait représenté une période exceptionnelle, mais pas nécessairement négative, et la croissance économique qui l'avait accompagné aurait contribué à assoir les bases sur lesquelles une autre génération a été en mesure de construire la

démocratie. Pour les seconds, ce fut l'incapacité d'accepter les résultats de la modernisation politique, sociale et culturelle de la République qui mena quelques militaires félons à se soulever. Franco gagna la guerre avec l'appui des puissances de l'Axe. Il instaura une dictature initialement fascisante, dont le trait principal fut la répression continue et implacable des vaincus. Au cours de l'histoire espagnole, aucun régime ne s'est rendu coupable d'autant de crimes et de violences que celui de Franco.

La polarisation des opinions commença à se manifester dès le milieu des années 1980, lorsque se consolida la démocratie. Elle n'a cessé de s'accroître depuis.

La découverte de l'ampleur, des modalités et des manifestations de la répression des vaincus pendant la guerre civile et l'après-guerre est le facteur qui a le plus contribué à cette polarisation. La manifestation la plus évidente en est la lenteur du processus d'identification de ce qu'on a appelé les « fosses de l'oubli », où gisent des dizaines de milliers de victimes de la dictature. Non identifiées. Vouées au néant.

Le dernier gouvernement social-démocrate avait réussi, non sans mal, à faire approuver une loi dite de « Mémoire historique » (2003), face à l'opposition du seul PP. Sous des dehors inoffensifs, la mise en œuvre de ce texte ouvrait la boîte de Pandore en se proposant de remettre en cause, sans les annuler, les jugements rendus par les conseils de guerre illégitimes de la dictature et de consacrer des fonds publics à l'exhumation des victimes. Inutile de dire que, dès 2011, le gouvernement du PP a bloqué l'application de cette loi, sans pour autant prendre le risque de l'abroger. Plus encore, en opposition radicale avec une pratique constante des gouvernements antérieurs de l'un ou l'autre bord, il refusa de poursuivre la déclassification des documents relatifs à la guerre civile

et à l'après-guerre : quelque dix-mille documents prêts à être rendus publics demeurent scellés. Les explications du ministre de la Défense sont des plus étranges : les Forces armées ont mieux à faire, ou bien il ne faut pas créer des problèmes avec des pays tiers (comme si la France de Vichy, le Troisième Reich ou la RDA risquaient de s'insurger).

Le combat pour l'histoire

Dès avant la mort de Franco, les historiens espagnols avaient développé des approches critiques de l'histoire contemporaine de leur pays, tout d'abord en déjouant la censure, ensuite librement. Ils avaient commencé par la chute de la monarchie et l'avènement de la République, s'étaient attardés sur la guerre civile et, plus tard, vers la fin du siècle dernier, avaient commencé à disséquer la dictature. Leur travail fut appuyé par l'ouverture, lente, mais continue, des archives nationales, régionales et locales. Sans hâte ni relâche et sur la base de toutes les sources demeurrées closes jusqu'alors, ils mirent à l'épreuve, une à une, les principales thèses de l'historiographie et de la mythologie franquiste. Aucune n'y résista.

L'angle d'attaque varia au fur et à mesure de l'influence des historiographies étrangères et du renforcement des échanges avec des historiens d'autres pays. L'histoire politique s'enrichit d'approches économiques, sociales, culturelles, régionales ou portant sur le genre et les mentalités. L'attention se déplaça d'un domaine à un autre. Ces dernières années, l'étude de la répression a suscité le plus de passions.

Pour les héritiers politiques, sociologiques et culturels de la dictature, ce travail historiographique a fini par devenir insupportable. Avec l'arrivée au pouvoir du PP en 1996, une réaction s'est déclenchée. Elle s'est principalement manifestée sous deux formes. D'abord,

les journalistes et les publicistes se sont révoltés contre ce que d'aucuns ont appelé l'« histoire progressiste ». Appuyé par des moyens de communication puissants, ce groupe se lança à la conquête de l'opinion publique.

Plus tard, avec le retour de la droite au pouvoir, la controffensive adopta un ton plus modéré. Dédaignant les apports de journalistes et d'amateurs, un groupe d'historiens de droite commença à disputer à la gauche sa suprématie dans le combat pour l'histoire, suivant la maxime orwellienne de 1984 : « He who controls the past controls the future. He who controls the present controls the past. »

En regard d'approches multidisciplinaires mêlant une histoire politique, sociale, culturelle et des mentalités avec des facteurs structurels et conjoncturels, les tentatives de quelques-uns de ces historiens conservateurs, tels que Fernando del Rey Reguillo ou Manuel Álvarez Tardío, paraissent bien pâles car centrées essentiellement sur des récits politiques déconnectés des réalités sociales de l'époque.

Cette controffensive académique visait à contrecarrer la vision, présumée positive, de la République. Rien d'étonnant à cela, puisque sa diabolisation avait été le noyau dur de la mythologie franquiste. Délégitimer la République impliquait la légitimation du soulèvement de 1936 et, partant, d'une guerre civile dans laquelle les républicains auraient été manipulés par l'Union soviétique afin de pénétrer insidieusement en Europe.

À l'approche du soixantième anniversaire

À mesure qu'approche le 20 novembre, les publications sur Franco et son régime se multiplieront probablement. À l'heure où sont écrites ces lignes, deux livres ont ouvert la voie. Le premier, *Franco. Biografía del mito*, est une étude culturelle sur la création du mythe du caudillo que

l'on doit à Antonio Cazorla (2015), professeur à l'université de York (Canada). La deuxième œuvre, *40 años con Franco*, coordonnée par Julian Casanova, professeur à l'université de Saragosse, tente de clarifier l'évolution de la dictature en la situant dans la durée.

Le livre intitulé *La otra cara del Caudillo. Mitos y realidades en la biografía de Franco*, publié en septembre 2015, n'est pas un ouvrage de vulgarisation, mais une recherche pure, dans laquelle je présente une interprétation quelque peu éloignée des canons traditionnels de l'historiographie espagnole : cette dictature a été profondément influencée par le *Führerprinzip* nazi et a été très différente du modèle de « régime autoritaire » qui fait encore autorité chez de nombreux auteurs. Franco a été un prédateur sans scrupule qui, pendant la guerre civile et dans l'immédiat après-guerre, a amassé une fortune estimée au moins à l'équivalent de 388 millions d'euros.

À la recherche d'un background adéquat

Ces dernières années, l'historiographie espagnole sur la République, la guerre civile et le franquisme s'est remarquablement consolidée. Après un travail incessant ayant abouti à de nombreuses monographies, l'heure des grandes récapitulations a sonné.

En ce qui concerne la controversée période républicaine, l'attention s'est concentrée sur les mois précédant la guerre civile, lorsque le gouvernement s'appuyait sur une large coalition de Front populaire incluant des membres de deux partis bourgeois de gauche. De février à juillet 1936, l'on assista à une polarisation qui conduisit à des violences et des assassinats. C'est ce climat qui justifia le soulèvement militaire. Cette période est la plus diabolisée par l'historiographie franquiste et néofranquiste.

Les historiens se sont dès lors intéressés à mettre au jour les ressorts de la violence et de la conspiration. Pour la première, les travaux les plus importants sont ceux d'Angel Bahamonde, Rafael Cruz, Francisco Espinosa et Eduardo Gonzalez Calleja. Ce dernier a également exploré les manœuvres des conspirateurs militaires et civils. Le soulèvement militaire a été démythifié par une équipe dirigée par Francisco Sanchez Pérez. Pour ma part, j'ai prouvé la connivence de l'Italie fasciste avec les milieux monarchistes les plus radicaux et l'achat par ces derniers d'armes modernes, le 1^{er} juillet 1936, avant le soulèvement. Pour une guerre courte. L'idéologie préfasciste ou même fasciste qui s'est emparée du mouvement anti-républicain a été disséquée par Ferran Gallego. Deux Britanniques, Maria Thomas et Sid Lowe ont exploré la question de l'anticléricalisme, pour l'une, et la fascisation des mouvements de jeunesse de droite, pour l'autre.

Julio Aróstegui (2012) a laissé, peu avant son décès, une superbe biographie de Francisco Largo Caballero, leader socialiste, éternelle *bête noire*¹ de la droite. Sur le Parti communiste espagnol (PCE), les études basées sur des sources primaires ont connu une nouvelle vie. La plus significative de ces recherches est celle de Fernando Hernández Sánchez, qui couvre les années républicaines jusqu'à 1939. Dans un second livre publié récemment, il aborde les tentatives de reconstruction du parti communiste pendant les premières années de la dictature. Par ailleurs, le livre de plus de mille pages, *La Segunda República española*, coécrit par Eduardo Gonzalez Calleja, Francisco Cobos Romero, Ana Martinez Rus et Francisco Sanchez Pérez (2015), est appelé à devenir une référence absolue.

La production littéraire espagnole et étrangère sur la guerre civile a été pléthorique, avoisinant les vingt-mille titres. Les trois générations actuelles d'historiens espagnols, plus une poignée d'historiens britanniques (Paul Preston, Helen Graham) ont littéralement balayé les vieilles thèses franquistes et celles enkystées dans la logique de la guerre froide. En 2014, à l'occasion des septante-cinq ans de la fin du conflit, la revue de l'université de Salamanque, *Studia Historica. Historia contemporánea*, a consacré un volume à une analyse bibliographique d'environ huit-cents publications espagnoles et étrangères parues ces dernières années. D'ailleurs, il ne se passe pas de semaine sans que ne paraissent de nouveaux titres.

La conséquence en est que la guerre civile est aujourd'hui le chapitre le plus et le mieux étudié de l'histoire contemporaine espagnole. Mais, malgré cela, *Studia Historica* a identifié des lacunes qui restent encore à combler.

La difficulté d'atteindre l'opinion publique

Si nous, historiens de générations différentes, espagnols et étrangers, avons accompli notre devoir en mettant notre talent professionnel, grand ou modeste, au service de la compréhension d'un passé plus ou moins obscur, voire sombre, comment alors expliquer que les connaissances produites ne parviennent pas à percoler l'opinion publique ?

Le principal facteur, sinon le seul, est vraisemblablement l'indifférence du système éducatif pour l'histoire contemporaine. Cela concerne ses acteurs privés et publics, tous également incapables de renouveler leurs contenus. Dans les programmes de cours officiels, un temps infime est consacré à l'enseignement de l'histoire du XX^e siècle, et en particulier à l'étude de la République, de la guerre

1| En français dans le texte.

civile et du franquisme ; sans compter que les contenus en sont parfois allègrement déformés. Il y a quelques années à peine, dans un manuel scolaire, le traitement édulcoré de la fin des deux plus grands poètes espagnols du XX^e siècle souleva de vives protestations. On pouvait ainsi lire que Federico García Lorca « mourut près de son village » et qu'Antonio Machado « partit en France avec sa famille ». Ces mentions durent être retirées². On argüa que le manuel était destiné à l'enseignement primaire.

Du reste, la situation n'est pas non plus brillante dans les cycles supérieurs. C'est ainsi que, par exemple, en dernière année de l'enseignement secondaire obligatoire, le programme d'histoire doit couvrir, à raison de trois heures par semaine, la période allant de la Révolution française au temps présent. Le cours préparatoire d'histoire d'Espagne doit, en autant d'heures, parcourir les époques séparant l'« homme d'Atapuerca » de la fin du deuxième gouvernement Aznar, en 2004. S'il faut remonter à la lointaine préhistoire, l'on peut imaginer l'attention accordée au XX^e siècle (et plus encore à la guerre civile et au franquisme). De plus, dans les faits, l'on constate que, lors de la préparation aux examens d'entrée aux études supérieures, les étudiants sont davantage préoccupés par la mémorisation des dates que par la compréhension des processus. Je ne peux m'empêcher de comparer le volume d'heures mentionné ci-dessus avec les quatre heures de cours hebdomadaires consacrées à des thèmes aussi importants que le patrimoine culturel et artistique andalou ou que la culture entrepreneuriale, comme il est prévu dans les programmes officiels de la Junta de Andalucía, sous

contrôle social-démocrate depuis 1979.

Il en résulte que les futurs citoyens qui ne fréquentent pas l'enseignement supérieur (60 %) n'auront reçu qu'un léger vernis de connaissances, pas toujours exactes ni solidement fondées. En cela, les représentations transmises par un système d'enseignement catholique en régression et celles colorées d'histoire locale inculquées par les régions laissent peu de marge pour d'autres interprétations.

La « connaissance » du passé récent qu'a la majorité des jeunes, et notamment de la République, de la guerre civile et du franquisme, provient de la famille, de la télévision et, maintenant, d'internet. Une immédiate levée de boucliers des conservateurs salua la création par le gouvernement PSOE d'un cours obligatoire d'« éducation citoyenne » (semblable à ceux dispensés, sur recommandation du Conseil de l'Europe, dans au moins quinze autres États de l'Union européenne). L'actuel gouvernement PP l'a aboli, lui substituant, pour les étudiants qui n'optent pas pour la religion (catholique), un sous-cours sur les « valeurs éthiques ». Et, comme le poids du cours de religion dans les résultats scolaires est identique à celui des enseignements des mathématiques, de physique ou de philosophie, il n'est pas rare que l'on suive ce cours afin d'augmenter sa moyenne et donc ses chances d'accéder à l'université ou d'obtenir une bourse. Peu importe que l'État espagnol n'ait constitutionnellement pas d'affiliation religieuse.

Les avancées historiographiques et leur analyse pondérée des nombreux facteurs qui ont déterminé le passé tombent en porte-à-faux, sauf quand elles confortent une certaine opinion publique dans les représentations qu'elle a forgées dans le tumulte des luttes politiques et idéologiques contemporaines. L'histoire critique du

2 | Lorca a été assassiné en août 1936 et son corps gît toujours dans une fosse andalouse non identifiée. Machado fut contraint de s'exiler en France. Il mourut en février 1939 peu avant la chute de la Seconde République (NDT).

Bibliographie

Aróstegui J. (2013) *Largo Caballero. El tesón y la quimera*, Barcelona, Debate.

Bahamonde Á. y González Calleja E. (dir.) (2011), *La España del Frente Popular*, Mélanges de la Casa de Velázquez, n° 41-1.

Antonio Cazorla F. (2015) *Biografía de un mito*, Madrid, Alianza Editorial.

Cruz R. (2006), *En el nombre del pueblo. República, rebelión y guerra en la España de 1936*, Madrid, Siglo XXI.

del Rey Reguillo F. y Álvarez Tardío M. (dir.) (2012), *El laberinto republicano. La democracia española y sus enemigos*, Barcelona, RBA.

del Rey Reguillo F. (2011), *Palabras como puños: la intransigencia política en la Segunda República Española*, Madrid, Tecnos.

Espinosa F. (2007), *La primavera del Frente Popular. Los campesinos de Badajoz y el origen de la guerra civil (marzo-julio de 1936)*, Barcelona, Crítica.

Gallego F. (2014), *El evangelio fascista. La formación de la cultura política del franquismo, 1930-1950*, Crítica, Barcelona.

González Calleja E. (2011), *Contrarrevolucionarios. Radicalización violenta de las derechas durante la Segunda República, 1931-1936*, Madrid, Alianza.

González Calleja E. (dir.) (2013), « La primavera de 1936 en España », Dossier, *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, 48, 5.

franquisme est bien accueillie par la gauche. À l'inverse, celle qui défend ce régime en dépit des évidences soulève l'enthousiasme de la droite.

Quid de l'histoire ?

Le spectre de la révolution et la nécessité de s'en protéger ont été utilisés comme modèle explicatif de l'évolution politique espagnole de 1931 jusqu'à la victoire armée imposée par Franco en 1939. Ce paradigme survit dans les médias, lesquels, en Espagne comme au Royaume-Uni, tendent à être de droite.

Étant donné que la rémission des péchés du franquisme ne semble plus possible sans caution intellectuelle, les seuls historiens à recevoir un écho médiatique sont ceux qui, par conviction ou par intérêt, naviguent dans le sillage de la droite. Dans un monde qui privilégie un savoir simple et rapidement accessible, les demi-vérités, les distorsions, les manipulations, les tergiversations et les omissions ne peuvent que l'emporter.

Aujourd'hui, plutôt qu'à un historien espagnol, c'est à un étranger que revient l'honneur de porter la bannière du régime franquiste et de ses succès, à savoir le professeur nord-américain Stanley G. Payne, assisté de l'historien italien Gabriele Ranzato. Au près de la droite espagnole, Payne jouit d'un grand prestige qu'il a consolidé grâce à un flot continu d'œuvres ressassant un éternel refrain auquel il ne change que le ton et les rimes.

Naturellement, il est impossible d'absoudre totalement une dictature qui, pour une large part de l'opinion espagnole et étrangère, n'a jamais joui d'une quelconque respectabilité. C'est pourquoi, en abordant le franquisme, Payne lui-même n'a d'autre choix que de reconnaître l'existence d'une part d'ombre, notamment la répression et l'alignement (momentané) avec les puissances de l'Axé. Tous deux sont rela-

tivisés en argüant que tous les Espagnols furent violents et que l'alignement, éphémère, laissa peu de séquelles.

Plus encore, le même Payne, profitant de la proximité du quarantième anniversaire de la mort du caudillo, a publié, en septembre 2014, une biographie de Franco, dans laquelle il fait subir un authentique *lifting* au dictateur, faisant de lui une figure *salonfähig*³. Il a été épaulé dans cette tâche par un journaliste espagnol, Jesús Palacios. Dans les temps troublés de la fin du franquisme et de la transition démocratique, ce dernier appartenait, selon la presse et plusieurs historiens, au Cedade⁴, un groupe néonazi aujourd'hui dissous.

Une telle biographie (« objective » et « dépassionnée ») ambitionne de devenir une bible pour la droite. Publiée simultanément en anglais et en espagnol, elle a été accueillie favorablement par quelques auteurs étrangers largement ignorants de la figure de Franco. Cela étant, il convient de rappeler que ce dernier a fait de tout temps l'objet de biographies extrêmement laudatives, tant pour diminuer les conséquences de son alignement avec le Troisième Reich que pour le présenter, en temps de guerre froide, sous le jour favorable de l'allié de l'Occident et du parfait anticommuniste. Ce type de biographie fut majoritairement publié en France et en Angleterre. Aucune n'a résisté à l'épreuve du temps.

À la veille du quarantième anniversaire de la mort du dictateur, un numéro spécial de la revue scientifique en ligne *Hispania nova* sera publié, qui présentera clairement, contre Payne et Palacios, les résultats de l'historiographie espagnole la plus crédible. Avec un groupe d'historiens de trois générations différentes, nous y passerons en revue les manipu-

González Calleja E., Cobo Romero Fr., Martínez Rus a. y Sánchez Pérez Fr. (2015), *La Segunda República española*, Barcelona, Pasado y presente, 1373 p.

Hernández Sánchez F. (2015), *Los años de plomo. La reconstrucción del PCE bajo el primer franquismo (1939-1953)*, Barcelona, Crítica.

Hernández Sánchez F. (2010), *Guerra o revolución. El PCE en la guerra civil*, Barcelona, Crítica.

Lowe S. (2010), *Catholicism, War and the Foundation of Francoism: The Juventud de Acción Popular in Spain, 1931-1939*, Brighton, Sussex Academic Press.

Payne S. G. y Palacios J. (2014), *Franco. Una biografía personal y política*, Madrid, Espasa.

Ranzato G. (2013), *El gran miedo de 1936. Cómo España se precipitó en la guerra civil*, Madrid, La Esfera de los Libros.

Sánchez Pérez F. (dir.) (2013), *Los mitos del 18 de Julio*, Barcelona, Crítica.

Thomas M. (2012), *The Faith and the Fury: Popular Anticlerical Violence and Iconoclasm in Spain, 1931-1936*, Brighton, Sussex Academic Press.

Viñas Á. (dir.) (2012), *En el combate por la historia*, Barcelona, Pasado&Presente.

Viñas Á. (2015), *La otra cara del Caudillo. Mitos y realidades en la biografía de Franco*, Barcelona, Crítica.

3 | Lisse (NDT).

4 | Centre espagnol des amis d'Europe.

lations, les tergiversations, les omissions et les absurdités majeures de ces deux auteurs. Nous prêterons une attention particulière aux chapitres relatifs à deux problématiques : la répression (que la droite continue obstinément à minimiser à tout prix) et le rôle de Franco, à la fois comme prétendu promoteur de la croissance économique, mais aussi comme militaire qui fit durer la guerre afin de mieux écraser une gauche honnie. Le choix s'est porté sur une publication scientifique réputée et électronique⁵, afin de diffuser sans limite la critique. Pour l'honneur de l'histoire, simplement.

Traduit de l'espagnol par Marie-Anne Henneuse
et Cristal Huerdo Moreno